

# AGIR POUR L'EMPLOI : DES ÉLUS COMMUNISTES UTILES AU QUOTIDIEN

Depuis juin 2009, le RMI a été remplacé par le Revenu de Solidarité Active (RSA). Ce dispositif visait à inciter les allocataires du RSA à reprendre un emploi en leur maintenant une partie des aides lors d'une reprise d'activité. Si l'intention pouvait paraître bonne, cela revient une fois de plus à exonérer les entreprises de leurs responsabilités notamment quant aux augmentations de salaires. Cela revient aussi à rendre responsable les chômeurs de leurs situations. Avec la crise qui frappe notre pays et nos quartiers, nous savons que rares sont les gens qui font le choix d'être au chômage. Si on nous le proposait, nous occuperions tous un emploi stable et bien rémunéré.

Jean-Charles NEGRE, Vice-président du Conseil général en charge de l'insertion, conteste et combat la philosophie de ce dispositif gouvernemental. Il agit au quotidien, avec les élus du Groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche du conseil général, pour que les mesures soient le plus utiles possible aux habitants de nos quartiers. Ainsi, avec la mise en place de l'Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi (APRE), il s'est battu pour qu'elle réponde le mieux aux besoins de la population. Cette nouvelle aide est destinée aux allocataires du RSA qui prennent ou reprennent une activité professionnelle. Elle prend en charge tout ou partie des coûts générés par la repri-



se d'activité qu'elle soit sous la forme d'un emploi (CDD, CDI, Intérim), du suivi d'une formation qualifiante ou de la création d'une entreprise. Par l'action de votre conseiller général, cette aide comporte une part forfaitaire en fonction de la composition et des revenus de la famille : cela permet par exemple de financer la garde des enfants. Elle comporte aussi une part d'aides complémentaires en fonction des besoins spécifiques de chaque bénéficiaire. Ces aides complémentaires peuvent ainsi financer des formations qualifiantes, le passage du permis de conduire, l'accès ou le maintien dans un logement, l'aide à la création d'entreprise, l'acquisition de matériels professionnels ou la location de véhicules. Ces aides complémentaires peuvent se cumuler jusqu'à un maximum de 2 600 €. Elles sont soumises à différentes conditions. Pour tout renseignement et

vous procurer le dossier de demande d'APRE, contactez le service référent pour votre RSA (selon les cas : Pole Emploi, Projet de ville ou Services sociaux départementaux).

**JOURNÉE PERMANENCE  
de Jean-Charles Nègre  
merc. 2 décembre 2009  
de 9h à 19h venez rencontrer  
votre conseiller général sur  
tous sujets sans rendez-vous  
au 10 rue Victor Hugo.  
Vous pouvez nous contacter  
au 01 43 93 93 92**

## DONNEZ VOS AVIS ET PROPOSITIONS

Je laisse mes coordonnées

Nom ..... Prénom ..... Adresse .....  
Tél. ....

Je veux recevoir la lettre numérique : .....@.....

A renvoyer à Jean-Charles NEGRE, au 10 rue Victor Hugo à Montreuil ou sur internet sur le site <http://jeancharlesnegre.com>

les Ruffins, Murs à Pêches, Paul Signac, Ernest Renan, Le Morillon, La Boissière, Jean Moulin, Bel Air, Grands Pêcheurs



# Le Journal Cantonal inter-Quartiers

Novembre 2009

N°2



éditorial

[www.jeancharlesnegre.com](http://www.jeancharlesnegre.com)

## LETTRE OUVERTE À MONSIEUR ÉRIC BESSON

*En lançant à grand renfort médiatique le débat sur l'identité nationale, vous avez fait un choix qui rappelle les pires heures de notre histoire. Vous avez choisi votre France : c'est celle de la haine de l'étranger et du renfermement.*

*Conseiller général de Montreuil, comme les habitants des quartiers dont je suis l'élu, mon choix est tout autre.*

*Notre France est ouverte au monde et généreuse.*

*Notre France est solidaire. Elle prend soin de chaque citoyen quelques soient ses origines, son métier, ses croyances ou ses orientations de vie. Elle ne s'occupe pas seulement du coffre-fort des plus riches, comme le fait votre gouvernement. Elle agit pour donner plus à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Notre France vit dans les quartiers populaires. Elle est fière d'avoir ses racines aux quatre coins du monde. Fière aussi d'être la même pour tous : la même justice, les mêmes droits, le même Etat pour chacun.*

*Notre France est républicaine. Elle est laïque. Elle doit apporter la connaissance et l'éducation à tous les jeunes sans distinction, sans créer des ghettos de sans diplôme comme le fait votre gouvernement avec la suppression de la carte scolaire.*

*Notre France combat la précarité. Elle ne laisse pas la loi de l'argent terrasser des vies. Elle protège et sécurise. Elle développe des services publics pour mieux réussir ses objectifs. Au contraire de votre gouvernement qui détruit les services publics l'un après l'autre ( la Poste, l'Hôpital, l'école...).*

*Elle se mobilise pour que chacun ait un emploi, une formation, un logement, des soins gratuits : notre France se porte garant d'une vie digne pour chaque citoyen.*

*C'est cette France-là que nous voulons pour aujourd'hui et pour demain.*

*C'est cette France-là qu'honteusement vous trahissez par vos parodies de débats sur l'identité nationale. Cela rappelle d'autres temps : le Pétainisme, la collaboration ou encore la colonisation.*

*Les habitants de nos quartiers attendent du gouvernement autre chose qu'un travail de définition, autre chose que des discours. Ils veulent un gouvernement qui agisse efficacement pour changer l'ordre injuste qu'ils subissent.*

*Pour ma part avec tous les élus communistes, progressistes et républicains, je serai de tous les combats pour faire vivre les valeurs de justice, d'égalité, de liberté et de fraternité : ces valeurs qui fondent notre République et que vous mettez en cause.*

Jean-Charles Nègre

Conseiller général du canton Montreuil-Est

Vice président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

## LES ROMS : LE TEMPS D'UNE POLITIQUE VRAIMENT HUMAINE

Depuis l'élection de la nouvelle majorité municipale dirigée par madame Dominique Voynet, des populations Roms toujours plus nombreuses s'installent à Montreuil, dans des conditions préoccupantes pour aujourd'hui et pour demain.

Le manque d'une politique municipale qui prenne en compte l'ensemble des problématiques dans un esprit humain et responsable commence déjà à produire des effets néfastes. Une situation explosive risque de se créer dans les quartiers entre les Roms et le reste de la population. Les conditions sanitaires, l'éducation des enfants, l'intégration des populations etc. : autant de questions qui peinent à trouver une réponse de la part de la municipalité. Il est évident que l'accueil des populations Roms ne peut être du seul ressort de la ville de Montreuil ni des quartiers en premier lieu concernés. C'est un sujet qui requiert une action et une solidarité au plan régional, national voire européenne, au regard des causes spécifiques à leur pays d'origine qui contraignent les Roms à s'exiler et venir en France.

Les mesures prises unilatéralement par la municipalité se révèlent aujourd'hui inadéquates et même très risquées notamment pour les populations Roms. Il en est ainsi par exemple de la parcelle située entre le boulevard de la Boissière et la rue de la Montagne Pierreuse sur laquelle la municipalité prévoit de réaliser une aire de stationnement provisoire sur une surface de 4500m<sup>2</sup>. De l'aveu de la municipalité ce terrain est pollué. Mais les études qui ont pu établir le degré de cette pollution ne sont pas rendues publiques. Quels sont les risques que l'on fait courir ainsi aux Roms ? Quelles mesures la municipalité prévoit de prendre pour y remédier ?

Montreuil a toujours été terre d'accueil pour les étrangers. Des républicains espagnols aux Maliens notre ville a toujours eu le souci de la solidarité internationale. Nous avons toujours agi pour créer les conditions dignes de cette solidarité. Il est urgent que la nouvelle municipalité prenne la mesure de cette exigence d'une politique vraiment humaine.



Jean-Charles Nègre, Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes, Patrick Poirret, Procureur adjoint au Tribunal de Bobigny et Bintou Founé Bouaré au lancement des 4e rencontres "Femmes du monde en Seine-Saint-Denis".

## FAIRE CESSER LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Depuis plusieurs décennies les femmes agissent pour l'égalité des droits. La liste des inégalités est longue : bas salaires, temps partiels, chômage, retraites inférieures, familles mono parentales, sont avant tout l'apanage des femmes, le peu de place accordé aux femmes dans la représentation politique et les violences qu'elles subissent. Bref, le compte de l'égalité n'y est pas ! La crise économique, politique et de civilisation que nous traversons aggrave ces inégalités. La mobilisation tous azimuts est aujourd'hui nécessaire pour défendre les droits et la dignité des femmes.

L'observatoire départemental des violences faites les femmes a été créée à l'initiative du conseil général de la Seine Saint Denis. Cette association organise des colloques et débats, réalise des études mais aussi intervient concrètement pour aider et soutenir les femmes confrontées à la violence. Elle a proposée et développé de nombreux projets en ce sens. Le dernier en date c'est de doter les femmes victimes de violences, sur ordre du tribunal, d'un téléphone portable d'urgence connecté aux services de police. Idée qui a été reprise par le ministère de l'intérieur.

Djeneba KEITA  
Coordnatrice du  
Conseil de canton



**Jean-Charles Nègre préside l'observatoire des violences faites aux femmes. Comme l'année dernière, il sera présent aux 5e rencontres « Femmes du monde en Seine-Saint-Denis » qui auront lieu du 23 Novembre au 6 décembre 2009.**

# LA RÉUSSITE SCOLAIRE, NOTRE PRIORITÉ !

La rentrée scolaire en Seine Saint Denis ce sont des moyens en baisse pour l'Education des jeunes. Les inégalités sont criantes. L'éducation, la formation et la qualification sont les enjeux centraux pour construire l'avenir. Notre département, nos quartiers méritent une politique éducative ambitieuse et efficace au service des habitants.

Les résultats du recensement publiés par l'INSEE sont parlants. La Seine-Saint-Denis est un département jeune. Plus de 24% de la population a moins de 19 ans. La jeunesse de la Seine-Saint-Denis doit être un atout formidable, un dynamisme et une grande vitalité. Or les politiques de la droite au pouvoir sont désastreuses pour les jeunes. Un habitant sur trois n'a pas de diplôme et de qualification en Seine-Seine-Denis, la situation est d'autant plus grave dans les quartiers les plus populaires. Quand on sait l'importance de la formation pour accéder un vrai emploi, on voit ce que la politique du gouvernement prépare pour l'avenir de nos jeunes : chômage et précarité.

### Voyez les propositions du gouvernement :

Au plan national 11 200 postes supprimés en 2008 et 13 500 en 2009, 16 000 annoncés en 2010, soit plus de 40 000 en trois ans. Un collège « 400 élèves » a aujourd'hui un seul CPE. Les équipes pédagogiques manquent de moyens pour accueillir et gérer les élèves en dehors du temps scolaire (entrées et sorties, récréations, restauration, élèves exclus). La suppression de la carte scolaire produit des effets désastreux sur les collèges les plus en difficultés. Nous avons des exemples dans notre ville.

Comment former les élèves en supprimant toujours davantage d'enseignants et de moyens? C'est ce que propose le gouvernement. A vous de juger.



Depuis de nombreuses années le Conseil général poursuit une politique de grande qualité pour les collèves.

**La Seine-Saint-Denis, c'est 120 collèges, dont 4 dans le canton Est de Montreuil. C'est aussi 5681 enseignants, 66 200 collégiens dont 17 200 en 6ème, 1338 personnels techniques agents départementaux, 43 % de demi-pensionnaires (soit 15% de plus depuis la mise en place du quotient familial), 3 millions de repas servis en 2008.**

Le Conseil général investit un budget de 80 millions d'euros pour les collèves. Depuis maintenant trois ans

chaque élève en entrant à la 6ème reçoit une aide pour un ordinateur et 50% de la carte imagin'R est remboursée. Le groupe communiste et citoyen pour une alternative à gauche, auquel j'appartiens a fait la proposition d'augmenter cette part du remboursement de la carte imagin'R. Lors du débat budgétaire qui vient, avec mon groupe je continuerai de défendre les moyens pour des conditions d'éducation meilleurs dans notre département.

**Mais face aux attaques du gouvernement ce combat pour l'éducation doit être le combat de tous et de chacun.**

**Jean-Charles Nègre présidera les ateliers de la formation en Seine-Saint-Denis le mercredi 16 décembre 2009, pour une offre de formation de qualité dans notre département.**